

"La conversion de M. Wilson" dans La Flandre libérale (5 mai 1967)

Légende: Le 5 mai 1967, le quotidien gantois La Flandre libérale commente la décision prise par Harold Wilson, Premier ministre britannique, de demander aux Six l'ouverture de nouvelles négociations d'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: La Flandre libérale. 05.04.1967. Gand.

Copyright: (c) La Flandre libérale

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_conversion_de_m_wilson"_dans_la_flandre_libérale_5_mai_1967-fr-0eeef25f-3c9f-478d-8109-2098aab69a31.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

La conversion de M. Wilson

par Georges Desguin

Alors que la popularité de son *Labour* apparaît, de scrutin local en élection partielle, de jour en jour plus entamée, M. Harold Wilson a donc décidé de jouer à fond la carte du Marché commun.

Aux Communes attentives, il avait dit « l'Europe va faire un grand bond en avant », laissant entendre par là qu'il serait grave pour la Grande-Bretagne de demeurer aveugle à ces riantes perspectives. De son voyage à travers les capitales occidentales, le Premier britannique avait sans aucun doute ramené une sorte de bilan provisoire. Quelles étaient les chances d'une négociation éventuelle, sur quels soutiens pouvait-il compter et quelles étaient les marges offertes à la diplomatie pour pouvoir raisonnablement escompter un succès ?

De Gaulle demeure l'obstacle à surmonter. Aussi Wilson lui a-t-il adressé une lettre personnelle dont on ne connaît pas la teneur, mais qui pourrait constituer un appel assez pathétique, le leader britannique n'étant pas passé sans motifs graves des rangs des adversaires de la CEE à ceux de ses chauds partisans. En fait, de l'avis des experts les plus autorisés, seul le Marché commun est capable de sortir la Grande-Bretagne de ses profondeurs et redoutables difficultés économiques. Aussi imagine-t-on mal que Wilson ait songé avant tout à un succès de prestige en frappant à la porte de l'Europe des Six, laissant à d'autres le soin de la verrouiller par des exigences que le gouvernement de Londres pourrait présenter comme exorbitantes et incompatibles avec sa vocation atlantique et les intérêts du Commonwealth. Un tel calcul risquerait fort de se révéler entièrement faux et M. Wilson aura certainement pu constater, à Bonn et en d'autres lieux, que certaines des thèses favorites du général de Gaulle sont jugées aujourd'hui avec moins de légèreté qu'en 1963. Il ne faut pas perdre de vue que le Marché commun n'a pas été « grippé » par l'absence de la Grande-Bretagne, mais que celle-ci a été amenée à constater les énormes progrès économiques réalisés au contraire par les Six. Les choses se présentent actuellement sous un éclairage tout à fait nouveau. L'Europe est en quête d'une puissance qui lui permette d'échapper à l'écrasement économique des deux « blocs » de l'Est et de l'Ouest. Cette vision du problème est d'autant plus nette que les préoccupations d'ordre strictement politique s'estompent dans un climat de détente. La guerre atomique est de plus en plus invraisemblable, mais la guerre économique se déroule sous nos yeux et l'Europe est un de ses principaux enjeux. Le moment viendra donc où chacun devra choisir son camp économique avec clarté et sera prêt à en adopter toutes les règles et obligations.

Pour l'Europe des Six, une Charte existe, qui se nomme le traité de Rome. En matière agricole, par exemple, Londres peut plaider en faveur d'un délai plus ou moins prolongé lui permettant de s'aligner, mais ne doit nourrir aucune illusion quant à ses chances de remettre en question les principes d'une politique communautaire qui a été enfantée dans la douleur de lentes et pénibles discussions.

Autrement dit, la Grande-Bretagne doit être prête à de réelles concessions si elle veut acculer la France à une négociation sur le fond. Les idées cheminent et si celle de l'Europe des patries chère au général de Gaulle n'est pas pour demain, celle que l'on peut se faire d'une sorte de destin commun propre à tous les pays d'Europe s'impose dès maintenant. Les Anglais devront faire la preuve qu'ils y sont sensibles et que leur vocation européenne est profonde, sincère et durable.